



## Jean Peyrelevade : "Sur le plan économique, le quinquennat d'Emmanuel Macron est joué"



Depuis le début de l'année, la croissance française est deux fois moins rapide que celle de nos voisins européens et la dette atteint 100% du PIB. Le gouvernement vient de revoir le déficit à la hausse pour 2019, à 2,8% du PIB (contre 2,6% attendu cette année) – alors que les précédentes prévisions, envoyées en avril à Bruxelles, tablaient sur un déficit de 2,3% en 2018 et de 2,4% l'an prochain. Les réformes d'Emmanuel Macron ne portent pas leurs fruits.

Pour **Jean Peyrelevade**, le chef de l'Etat n'a plus de marge de manœuvre. "Le quinquennat est joué", estime même l'ancien banquier et conseiller économique de Pierre

Mauroy. Interview.

■ Macron, an II : la fin des illusions économiques ?

**Vous êtes très sévère sur le bilan d'Emmanuel Macron, alors qu'il a beaucoup fait pour les entreprises, que la loi Pacte doit aussi améliorer leur environnement. Pourquoi êtes-vous déçu ?**

Sur le plan économique, le quinquennat est joué. On en sortira sans avoir résolu aucun des problèmes fondamentaux : la dépense publique et la compétitivité. Emmanuel Macron est un surfer. Il a un talent extraordinaire sur les vagues, mais il ne s'attaque pas aux problèmes de fond. C'est un constat que l'on peut décliner sur tous les grands sujets économiques.

Prenez celui qui devrait le plus intéresser les sociaux-démocrates : le dialogue social à l'intérieur des entreprises. Il illustre bien la technique Macron. On fait beaucoup de bruit, on va chercher Nicole Notat [*ex-secrétaire générale de la CFDT, NDLR*] et Jean-Dominique

Senard [*président de Michelin, NDLR*]. On leur demande un rapport, on en parle partout et, à l'arrivée, quel est le contenu réel ? A peu près rien ! On va passer de un à deux représentants des salariés dans le conseil d'administration de certaines entreprises. On fait semblant de modifier l'article du Code civil qui définit le rôle social de l'entreprise. En réalité, tout cela ne changera pratiquement rien. Le Medef a rendu un grand service au gouvernement en râlant contre cette mesure.

### **Qu'aurait-il fallu faire ?**

Le vrai modèle, c'est celui qui fonctionne dans les pays du Nord de l'Europe, où la direction d'une entreprise ne peut prendre aucune décision sans l'accord de son comité d'entreprise. Il y a une forte contrepartie : les salariés n'ont pas de droit de grève en dehors des périodes de négociation salariale. Ni la loi Pacte, ni les ordonnances travail ne nous rapprochent de cela. Pourtant, ce serait vraiment disruptif, à droite comme à gauche. Cela intéresserait les gens. Cela changerait vraiment les relations de travail à l'intérieur de l'entreprise.

Dans tous les pays du Nord, la contrepartie de la codécision, c'est que la direction et les salariés doivent se mettre d'accord "dans l'intérêt de l'entreprise". L'Etat est sorti du jeu et n'intervient plus. Quand il y a un litige en dehors des périodes prédéterminées où la grève est possible, cela se règle devant un juge. L'Etat arrête le cadre législatif, c'est tout.

Au lieu d'inciter les partenaires sociaux à se saisir des problèmes, Emmanuel Macron essaie de détruire – comme en politique – tout ce qu'il y a entre le peuple et lui. C'est un jacobin absolu.

### **Etes-vous pessimiste aussi sur l'évolution des comptes publics, déficit et dette ?**

Il a pris des engagements d'allègement de la fiscalité et des prélèvements dont l'essentiel est encore à venir et sera concentré sur la fin du quinquennat : la suppression de 10 milliards d'euros d'impôt sur les sociétés et la fin de la taxe d'habitation, un manque à gagner de 8 à 10 milliards. Avec les taux de croissance attendus, la trajectoire officielle de réduction des déficits annoncée est impossible à tenir. D'ailleurs, Emmanuel Macron le sait. Au fond, il s'en moque et l'opinion publique aussi.

## **Le gouvernement n'a plus les moyens d'investir pour faire des réformes structurelles**

Sauf que cela n'est pas sans conséquence. Cela veut dire qu'il n'a plus de marge de jeu et que le gouvernement n'a plus les moyens d'investir pour faire des réformes structurelles. La gifle qu'a reçue Borloo, c'est cela. On a aussi entendu parler pendant quelques mois de la suppression des impôts sur la production qui représentent 80 milliards d'euros en France, soit 4% du PIB contre 1% à 1,5% chez nos concurrents. Ce ne sont pas des impôts sur le profit, mais des impôts indirects qui pèsent sur la compétitivité et donc sur nos exportations. Finalement, cette idée a été écartée faute de marge de manœuvre financière. Idem pour la fracture territoriale : il n'y a plus d'argent non plus. Je répète : le quinquennat est fini...

## **Emmanuel Macron ne peut-il pas compter sur les bénéfices de sa réforme de la fiscalité du capital qui doit encourager l'investissement pour avoir un surplus de croissance et donc de rentrées fiscales ?**

Les entreprises françaises, en particulier les PME-PMI, manquent de fonds propres. Ce n'est pas l'impôt sur le capital au sens large qu'il fallait alléger, mais celui sur les seules détentions d'actions. Ce n'est pas forcément populaire, mais on pouvait l'expliquer. Tout le monde peut comprendre que l'on supprime l'ISF sur les actions de start-up, mais pourquoi le faire sur les emprunts d'Etat ? Quel est l'intérêt ? "20.000 francs de rente, disait Balzac, c'est un beau parti." Les emprunts d'Etat, c'est la rente. Il a fait un cadeau aux riches au sens sociologique du terme, pas aux actionnaires. Il a eu un débat de fond sur le sujet avec François Bayrou, que ce dernier a perdu.

En outre, dans la réforme de l'impôt sur les revenus du capital, il y a un biais : autrefois, la "flat tax" sur les dividendes [*impôt forfaitaire unique de 30%, NDLR*] s'appliquait sur une assiette réduite car le fisc considérait que les dividendes avaient déjà été taxés – via l'impôt sur les sociétés. On ne déclarait que 60%. Cette réduction d'assiette est restée lorsque François Hollande a décidé de taxer les dividendes comme les revenus du travail, au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Macron, avec le retour justifié à la "flat tax" a fait sauter cette réduction d'assiette. Donc, aujourd'hui, si je suis chef d'entreprise et que je veux donner des moyens de financement supplémentaires à ma société, j'ai intérêt à lui prêter de l'argent plutôt qu'à augmenter son capital. Je lui prête, elle me verse un taux d'intérêt taxé à 30%. Si je lui apporte du capital, elle dégage un bénéfice taxé à 30%, il vous reste 70% qui sont eux aussi taxés à 30%, soit un prélèvement total de l'ordre de 50%.

Cette mesure profite donc aux revenus des riches, mais elle est presque contreproductive pour les fonds propres des entreprises.

### **Qu'aurait-il fallu faire ?**

Par exemple, relever le plafond du PEA (Plan d'épargne en actions). Là, il aurait pu dire : j'ai allégé l'impôt sur le capital non pas pour les riches mais pour les entreprises.

D'autant qu'avec la fin de l'ISF, on a supprimé la niche qui incitait ceux qui étaient redevables de cet impôt à en investir une partie en fonds propres de PME. C'est 1 milliard d'euros fléchés vers cet usage qui risquent de disparaître.

### **Vous êtes très pessimiste sur l'évolution des dépenses publiques. Pourquoi ?**

La droite dit : 56% du PIB de dépenses publiques, c'est insupportable. Mais, dans ce chiffre, 32% s'expliquent par la redistribution, à 80% via les retraites et les dépenses de santé. Compte tenu de notre démographie, il est difficile de faire des économies sur la santé. Les retraites, elles, pèsent en France 14% du PIB, contre 10% dans les autres pays d'Europe en moyenne. Pourquoi Emmanuel Macron a-t-il dit pendant la campagne qu'il ne toucherait pas à l'âge de départ à la retraite ? On a l'âge officiel de départ à la retraite le plus bas d'Europe. Il se prive, là, d'un outil important pour redresser les comptes publics et retrouver des marges de manœuvre pour d'autres politiques. Au final, sa réforme des retraites me

paraît symptomatique de la méthode Macron : on fait miroiter une réforme systémique, par points, un monde incroyable où tout le monde sera égal, mais on renonce à toute amélioration pendant la durée du quinquennat.

### **Emmanuel Macron fait quand même des réformes intéressantes. Que pensez-vous de sa réforme de la formation professionnelle ?**

Nous avons en France un taux d'emploi très faible. Nous avons ainsi la même productivité horaire que les Etats-Unis, mais ils ont un PIB par tête supérieur. Pourquoi ? Parce qu'ils travaillent 20% de plus que nous. On peut constater la même chose avec l'Allemagne. Il faut effectivement travailler plus longtemps et mettre plus de gens au travail. Donc cette réforme est indispensable. Mais je ne comprends pas l'approche par grand chantiers nationaux, jupitériens...

Les métiers qui ont des difficultés de recrutement, on les connaît tous : ce sont les garçons de café, les professions du bâtiment, les développeurs en informatique. Pourquoi ne demande-t-on pas tout simplement aux écoles qui forment des développeurs informatiques ce dont elles auraient besoin pour doubler leur effectif et pourquoi elles ne le font pas ? Il est possible que l'application de la réforme, qui contient de bonnes choses, aille dans ce sens. Si tel devait être le cas, ce serait un vrai succès.

**Source: l'OBS 12 sept 2018 Propos recueillis par Sophie Fay**